



IDHEAP

POLICY BRIEF

NUMÉRO 4 | OCTOBRE 2022

L'objectif des IDHEAP Policy Briefs est de rendre accessible auprès du grand public les recherches scientifiques de l'IDHEAP, de mettre en valeur leur pluri- et interdisciplinarité, tout en soulignant leurs implications en matière de politiques publiques, affirmant ainsi notre place "au cœur de l'action publique".

Ce quatrième numéro a pour objet les infrastructures. Le premier article explore le potentiel de l'économie circulaire pour réconcilier la préservation des infrastructures historiques avec les objectifs de sobriété énergétique. Le second aborde la participation des citoyens aux plateformes numériques de signalement de défauts sur les infrastructures publiques dans la ville de Zurich. L'article explore les designs graphiques qui améliorent l'expérience utilisateur pour ainsi promouvoir une conception inclusive d'outils numériques de gestion participative des infrastructures. Enfin, le dernier article interroge l'opportunité de créer des infrastructures sportives pour développer la "marque" d'un territoire. L'auteur analyse le risque de relégation inhérent aux ligues sportives ouvertes et montre comment le potentiel démographique d'un territoire ainsi que son budget peuvent contribuer à l'appréhender et indirectement à anticiper la pérennité des infrastructures sportives.

Excellente lecture !

**Éléments de réflexion
autour d'une économie circulaire
de la construction**

Unité Politiques publiques et durabilité
Dunia Brunner et Prof. Stéphane Nahrath

1 | 3

**Plateforme de "citizen-sourcing"
pour les infrastructures publiques de Zurich :
comment améliorer la participation des femmes ?**

Unité Stratégie et Organisation
Pascale-Catherine Kirklies et Prof. Oliver Neumann

4 | 6

**Marque territoriale et clubs sportifs
professionnels : Menaces et opportunités
des ligues ouvertes pour les infrastructures sportives**

Unité Régulation du sport Prof. Mickaël Terrien

7 | 9

Éléments de réflexion autour d'une économie circulaire de la construction

Unité Politiques publiques et durabilité Dunia Brunner et Prof. Stéphane Nahrath

La conservation des patrimoines : un jeu d'équilibre

Tandis que les politiques publiques de conservation du patrimoine s'intéressent à la préservation des intérêts artistique, archéologique, historique, scientifique ou éducatif liés aux bâtiments, celles sur l'énergie visent notamment une consommation économe et rationnelle de l'énergie. Selon les pratiques actuelles, ces dernières conduisent à isoler les bâtiments pour réduire leur consommation durant la phase d'utilisation, parfois au détriment de leur identité et de leur substance historique, que les premières cherchent justement à préserver. Poursuivre ces différents intérêts publics, tous légitimes, mais que les pratiques de mise en œuvre rendent *a priori* incompatibles, exige une pesée des intérêts en présence. Pour gagner en cohérence, réduire la complexité institutionnelle, offrir une meilleure sécurité juridique, désengorger les tribunaux et faciliter le travail des acteurs sur le terrain, la question d'une potentielle reconfiguration des politiques publiques se pose.

Transition écologique de la construction: quelles solutions ?

Dans le cadre du projet Volteface 2021 "Patrimoine bâti et économie circulaire : territoire réduit / temps long", l'Institut de hautes études en administration publique (IDHEAP) et la Section histoire de l'art (HART) de l'UNIL ont développé une collaboration interdisciplinaire pour s'intéresser à la transition écologique de la construction, et plus particulièrement au rapport entre transition énergétique et conservation du patrimoine.

Les impératifs environnementaux et le respect des objectifs climatiques invitent à une transformation radicale de notre système socio-économique. **Dans ce contexte, le concept d'économie circulaire a actuellement le vent en poupe.** Il offre une alternative au gaspillage matériel et énergétique institutionnalisé par les pratiques de l'économie linéaire et suggère la création de nouvelles politiques publiques, respectivement le remaniement des existantes. Le passage à une économie circulaire idéale permettrait de renoncer à l'extraction de nouvelles matières premières, d'éviter la création de déchets, et de minimiser le gaspillage d'énergie et de matière, en allongeant autant que possible la durée de vie des objets et des matériaux déjà en circulation : entretenir, réparer, réemployer, recycler.

Le projet de recherche Voltface vise notamment à explorer –à l’aide d’une étude de cas appliquée (le château de Hauteville, VD), des entretiens avec les acteurs de terrain et l’étude de différents documents politiques, légaux et d’archives– dans quelle mesure la mobilisation du concept d’économie circulaire, systémique par essence, pourrait amener une perspective nouvelle, susceptible de décloisonner les enjeux opposant traditionnellement deux politiques publiques sectorielles bien distinctes.

L'économie circulaire fait tomber l'arbitrage entre conservation patrimoniale et politique énergétique

La figure ci-dessous illustre le passage à une économie circulaire dans le domaine de la construction, ainsi que la hiérarchie de ses stratégies de mise en œuvre : du cercle formé par les flèches rouges le plus proche vers le plus éloigné. Minimiser le gaspillage d’énergie et de matière invite en premier lieu à “utiliser plus longtemps” les bâtiments existants (et l’énergie [grise] et les ressources qui y sont incorporées), puis à les “réparer”, voire les rénover, ensuite à “réutiliser” les éléments constructifs (déconstruction sélective et réemploi), et enfin, en dernier lieu, à “recycler” les matériaux de construction.

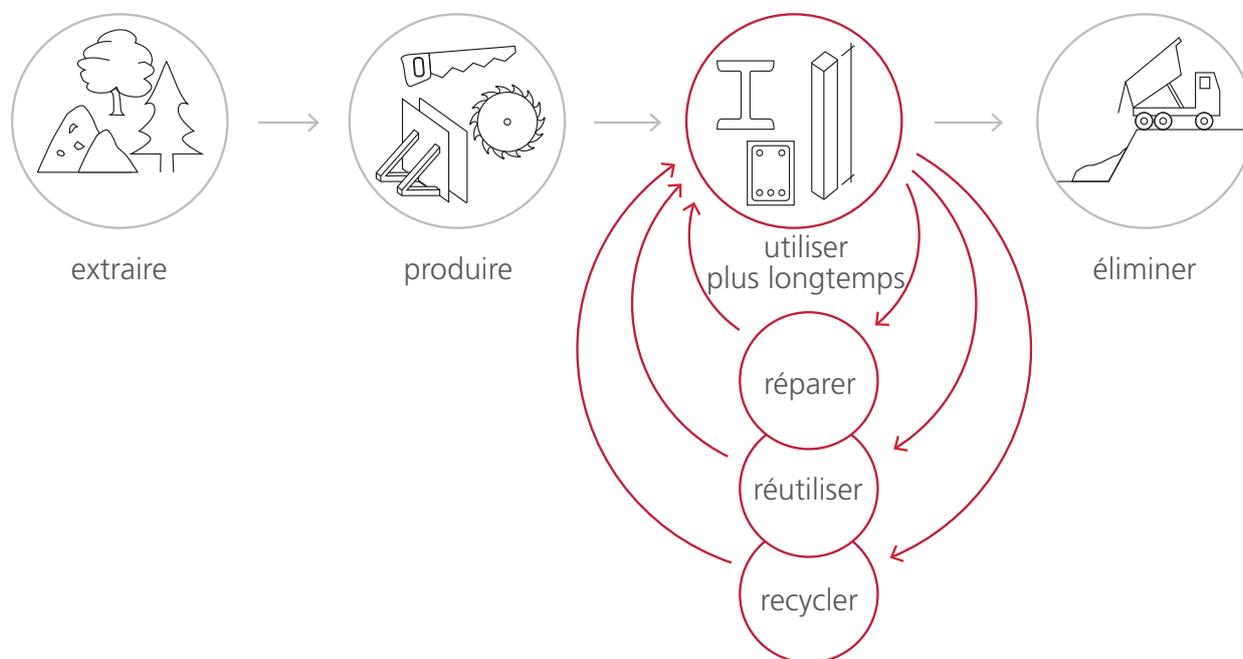


Figure 1 | D'une économie linéaire vers une économie circulaire (Image tirée de Küpfer C., Fivet, C. (2021), *Déconstruction Sélective - Construction Réversible : recueil pour diminuer les déchets et favoriser le réemploi dans la construction*, DOI: 10.5281/zenodo.4314325, p. 15).



“ Envisagée dans cette perspective circulaire plus large, l’habituelle opposition entre conservation patrimoniale et politique énergétique tombe.”



Il apparaît dès lors que le recours au concept d’économie circulaire dans le domaine de la construction place les pratiques de conservation du patrimoine en tête des stratégies d’optimisation de l’usage des ressources et de l’énergie, servant ainsi en première ligne l’objectif de réduction du gaspillage énergétique dans le bâtiment, compris d’une manière large, sur l’ensemble du cycle de vie. Il permet de prendre en compte l’impact de l’ensemble de l’énergie (grise) nécessaire à la production des matériaux isolants, à leur transport et aux activités de rénovation et ne se concentre pas uniquement sur les émissions et l’énergie utilisée durant la seule phase d’exploitation du bâtiment. Envisagée dans cette perspective circulaire plus large, l’habituelle opposition entre conservation patrimoniale et politique énergétique tombe.

Référence

Brunner, D., Meier, N. (2022). Énergie et patrimoine, même combat?, *Tracés (Juin)*, [https://www.es-pazium.ch/ fr/actualites/energie-et-patrimoine-meme-combat](https://www.es-pazium.ch/fr/actualites/energie-et-patrimoine-meme-combat).

Brunner, D. (2022). *Vers une économie circulaire durable en Suisse? – analyse systémique et prospective des apports et limites du cadre juridique*, thèse, Université de Lausanne.

Plateforme de “citizen-sourcing” pour les infrastructures publiques de Zurich : comment améliorer la participation des femmes ?

Unité Stratégie et Organisation Pascale-Catherine Kirklies et Prof. Oliver Neumann

Une inégalité dans l'utilisation des plateformes numériques

La numérisation offre à l'administration publique de nouvelles possibilités de collaboration entre l'administration publique et les citoyens. **Cette collaboration numérique peut apporter des ressources et des idées précieuses supplémentaires et améliorer la qualité des services.** Bien que l'utilisation de ces plateformes de participation soit avantageuse pour l'administration municipale elle-même ainsi que pour les citoyens, les résultats de la recherche montrent qu'elles ne sont pas utilisées avec la même intensité par tous les groupes démographiques. Il en résulte un écart de participation qui soulève d'importantes questions quant aux principes démocratiques tels que l'égalité des chances et l'équité.

Collecte de données en collaboration avec le gouvernement de la ville de Zurich

Dans cette étude, nous collaborons avec le gouvernement de la ville de Zurich sur leur plateforme “Züriwienue” (“Zurich comme neuf”), une plateforme où les citoyens peuvent signaler des défauts d'infrastructure, comme les panneaux de signalisation défectueux ou des dommages sur une aire de jeux. Nous choisissons cette plateforme car une pré-étude indiquait que seulement 24 % des utilisateurs de la plateforme sont des femmes (Neumann & Schott, 2021).

La littérature montre qu'il existe des différences significatives dans les préférences de mise en page graphique entre les femmes et les hommes. Les hommes, par exemple, préfèrent les couleurs plus sombres comme le noir et le bleu, tandis que les femmes préfèrent les couleurs plus claires comme le jaune ou le mauve. La mise en page actuelle de la plateforme (voir Figure 1 : Version 1) pourrait donc être moins attrayante pour les femmes que pour les hommes.



“L’importance de l’expérience utilisateur et de la conception inclusive des sites web est souvent sous-estimée dans l’administration publique. Les résultats de cette étude ne sont donc pas seulement pertinents pour les plateformes de participation numérique, mais aussi pour tout type de services ou de processus numériques.”



Dans notre étude, nous avons examiné l’expérience des utilisateurs (“user experience”) avec le design de la plateforme afin de déterminer le design qui améliorerait l’utilisation de la plateforme par les femmes. En collaboration avec le service de communication de la ville de Zurich, nous avons développé cinq nouvelles versions interactives (“mock-ups”) qui diffèrent en termes de design, de couleurs et de langage en fonction des résultats de recherches antérieures (voir Figure 1). Nous avons testé ces différentes versions de la plateforme en menant une enquête expérimentale auprès d’un échantillon représentatif de citoyens (N=500) à Zurich qui n’utilisent pas encore la plateforme “Züri wie neu”. Après avoir présenté l’une des versions aux participants à l’étude, nous avons, entre autres, mesuré deux variables : d’une part, l’évaluation personnelle du design (échelle 1-5) et d’autre part, l’intention d’utiliser la plateforme (échelle 1-7).



Version 1 :
Originale /
Status Quo

Version 2 :
Ajout d'une image
pour augmenter
l'identité sociale

Version 3 :
Un langage
plus inclusif

Version 4 :
Une nouvelle
mise en page

Version 5 :
Avec image,
langage plus inclusif,
et nouvelle mise
en page

Version 6 :
Une nouvelle com-
binaison de couleurs
proposée par
la ville de Zurich

Figure 1 | Six versions interactives de la plateforme "Zurich comme neuf".

Il existe des moyens d'améliorer significativement l'utilisation des plateformes numériques pour les femmes

Nous avons pu confirmer que le design que les femmes aiment le moins correspond à celui de la version originale. Nos résultats confirment également que plus une personne aime le design de la plateforme, plus il est probable qu'elle l'utilise.

Dans les versions (3) et (6), les femmes participeraient significativement plus que les hommes. Par ailleurs, tandis que le changement vers un langage inclusif a un effet très positif chez les femmes, il entraîne l'effet inverse chez les hommes.

Au total, si l'objectif est de trouver une version de design qui convienne autant aux deux sexes, les versions (2) et (6) (couleur bleue, combinée avec une image ajoutée) sont celles qu'il faudrait retenir.

L'importance de l'expérience utilisateur et de la conception inclusive des sites web est souvent sous-estimée dans l'administration publique. Les résultats de cette étude ne sont donc pas seulement pertinents pour les plateformes de participation numérique, mais aussi pour tout type de services ou de processus numériques.

Référence

Neumann, O., & Schott, C. (2021). Behavioral effects of public service motivation among citizens : testing the case of digital co-production. *International Public Management Journal*, 1-24. <https://doi.org/10.1080/10967494.2021.1937413>

Marque territoriale et clubs sportifs professionnels : Menaces et opportunités des ligues ouvertes pour les infrastructures sportives

Unité Régulation du sport Prof. Mickaël Terrien

Le sport, levier de développement territorial

Economie, culture, tourisme... de nombreux leviers sont possibles pour développer la marque d'un territoire et parmi eux, le sport, à travers quatre mécanismes. Le premier mécanisme consiste à créer une plateforme de lieux sportifs, à l'instar du Canton de Vaud qui héberge 46 fédérations internationales. Accueillir des événements sportifs (comme les Jeux Olympiques de la Jeunesse) ou organiser des compétitions attirant de nombreux participants (la Course de l'Escalade de Genève) constituent deux autres possibilités. La dernière option offerte par le sport est d'accueillir sur son territoire une équipe professionnelle. Ce dernier levier s'avère toutefois risqué dans le cadre des ligues ouvertes, en raison notamment du système de promotion-relégation. En effet, si l'association des marques territoire-club est intéressante lorsque les résultats sportifs sont positifs, cela peut vite s'avérer néfaste en cas de contreperformance. Par ailleurs, la construction d'une infrastructure sportive engage l'acteur public sur une longue durée alors que la présence d'un club au plus haut niveau est remise en cause chaque saison. Le cas du Lausanne Sport évoluant dans le stade flambant neuf de la Tuilière et récemment relégué en deuxième division suffit pour s'en convaincre. Notre analyse entend montrer que le risque de relégation inhérent aux ligues ouvertes peut être appréhendé par l'acteur public.

Les facteurs expliquant la performance des clubs

Cette recherche repose sur l'importance relative de facteurs exogènes et contingents par rapport à ceux, endogènes, pour expliquer la performance des clubs. Elle se base sur la relation quasi-transitive postulée pour un club sportif professionnel entre le potentiel démographique de son territoire d'ancrage (facteur exogène), son budget (facteur endogène) et ses résultats sportifs. L'objectif est d'identifier d'éventuels seuils garantissant l'accès à certains segments spécifiques de compétition (relégation en division inférieure ; qualification en phase finale ou dans une compétition européenne).

La non-publication des budgets des clubs professionnels suisses empêche de mener ce type d'analyse dans le contexte helvète. Les championnats de première division masculine française de basketball (Pro A), de football (L1), de handball (D1), de rugby (Top 14) et de volleyball (LAM) sont en revanche considérés sur la période 2014/2015 – 2018/2019.

Résultats et implications pour les décideuses et décideurs

Pour chaque ligue, les résultats sont obtenus en mettant en relation résultat sportif et budget relatif (budget du club divisé par la somme des budgets de la ligue). D'une part, nous trouvons qu'une population de 150 000 habitants est nécessaire pour atteindre un budget relatif de 2,5% (environ 40,9M€). Un tel budget autoriserait un club à évoluer dans la durée en L1 (Figure 1). D'autre part, une ville de plus de 500 000 habitants permet d'atteindre un budget relatif de 6% (environ 98,2M€), lui permettant de prétendre de manière pérenne aux compétitions européennes (Figure 1).



Figure 1 | Seuils économiques déterminant l'accès aux différents segments de la compétition en L1.



“ Ces seuils peuvent aider l’acteur public à dimensionner les infrastructures sportives en tenant compte des probabilités de succès sportifs de l’équipe professionnelle à long terme. ”



Ces résultats sont spécifiques à la L1. Les seuils identifiés varient selon les ligues et sont plus ou moins poreux, voire inexistants (pas de critère démographique en LAM (volleyball) par exemple). **Ils permettent aux collectivités de savoir si un soutien direct (via des subventions) peut suffire à stabiliser le club sur certains segments de la compétition ou s’il convient de disposer localement de forces économiques privées.** Ces seuils peuvent enfin aider l’acteur public à dimensionner les infrastructures sportives en tenant compte des probabilités de succès sportifs de l’équipe professionnelle à long terme.

Il importe cependant d’être prudent dans l’interprétation de ces seuils qui ne reposent que sur des probabilités. Autre limite, cette recherche ne dit rien de la légitimité ou de la pertinence de subventionner un club professionnel pour construire la marque d’un territoire. Toutes les villes n’ont pas le même besoin de changer leur image à travers le sport, cette stratégie étant surtout l’apanage des territoires post-industriels.

Référence

Terrien, M., Durand, C. & Proot, C. (2022). Marque territoriale et clubs sportifs professionnels : Menaces et opportunités des ligues ouvertes pour les collectivités. *Politiques et Management Public*, 39(1), 207-229.

IDHEAP

Au cœur de l'action publique
Am Puls des öffentlichen Sektors
Al centro dell'azione pubblica
At the heart of public service



www.unil.ch/idheap/policybrief

Unil

UNIL | Université de Lausanne

IDHEAP

Institut de hautes études
en administration publique